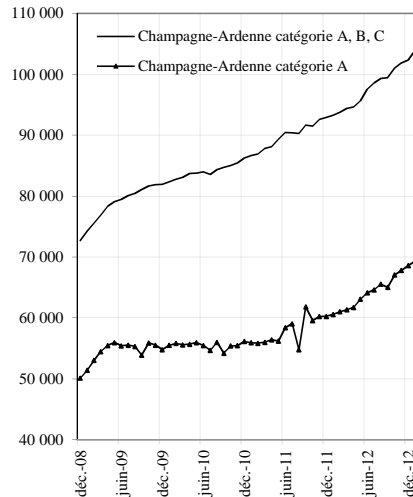


Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en Champagne-Ardenne en Janvier 2013

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi Catégories A et A, B, C (cvs)



Fin janvier 2013, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi de catégorie A s'établit à 69 308 en Champagne-Ardenne. Ce nombre augmente de 1,0 % par rapport à la fin décembre 2012 (+ 713). Sur un an, il est en hausse de 14,4 %.

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A augmente de 1,4 % par rapport à la fin décembre 2012 (+ 10,7 % sur un an).

En Champagne-Ardenne, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi de catégorie A, B, C s'établit à 103 917, fin janvier 2013. Ce nombre croît de 1,6 % (+ 1 595) au mois de janvier. Sur un an, il croît de 11,4%.

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B, C augmente de 1,3 % par rapport à la fin décembre 2012 (+ 9,8 % en un an).

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Données CVS	Janvier 2012	Décembre 2012	Janvier 2013	Variation sur un mois	Variation sur un an
Champagne-Ardenne					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	60 597	68 595	69 308	+ 1,0	+ 14,4
Catégories B, C (actes positifs de recherche d'emploi)*	32 687	33 727	34 609	+ 2,6	+ 5,9
catégorie A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	93 284	102 322	103 917	+ 1,6	+ 11,4
Catégorie D (sans actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)*	6 166	6 367	6 449	+ 1,3	+ 4,6
Catégorie E (sans actes positifs de recherche d'emploi, en emploi)*	8 469	8 185	8 203	+ 0,2	- 3,1
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	107 919	116 874	118 569	+ 1,5	+ 9,9

Pour mémoire :

France métropolitaine (CVS-CJO)	Milliers et %				
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	2 862,8	3 125,4	3 169,3	+ 1,4	+ 10,7
Catégories B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	1 400,1	1 494,0	1 510,9	+ 1,1	+ 7,9
catégorie A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	4 262,9	4 619,4	4 680,2	+ 1,3	+ 9,8
Catégorie D (sans actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	238,0	262,8	260,8	- 0,8	+ 9,6
Catégorie E (sans actes positifs de recherche d'emploi, en emploi)	368,6	357,0	353,8	- 0,9	- 4,0
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	4 869,5	5 239,2	5 294,8	+ 1,1	+ 8,7

Sources : STMT - Pôle emploi, Dares. Cvs : Directe

* Avertissement : du fait de la faiblesse des effectifs pour certaines catégories, les évolutions mensuelles peuvent être heurtées et doivent dès lors être interprétées avec prudence.

Les données concernent les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi.
La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.
Au-delà des évolutions du marché du travail, différents facteurs peuvent affecter les données relatives aux demandeurs d'emploi : modification du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportement d'inscription des demandeurs d'emploi, mise en place du RSA (1^{er} juin 2009)... L'ensemble des définitions figurent dans les encadrés 1 et 2, pages 9 à 11.

Avertissement :

Les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi de janvier 2013 intègrent deux modifications, l'une de nature réglementaire, l'autre de nature méthodologique :

- depuis le 1er janvier 2013, les radiations administratives prennent effet à la date de leur notification, et non plus à la date du manquement qui les motive. Ce changement de règle a un impact à la hausse de + 360 pour la catégorie A et + 418 pour la catégorie A, B, C sur le nombre de demandeurs d'emploi inscrits fin janvier 2013, en région Champagne-Ardenne. En janvier 2013, le nombre de demandeurs d'emploi s'accroît sur un mois de 1,0 % (+ 713) pour la catégorie A et de 1,6 % (+ 1 595) pour la catégorie A, B, C. En l'absence de modification des règles des radiations administratives, ces évolutions auraient été respectivement de + 0,5 % (+ 353) et de + 1,1 % (+ 1 176). A titre de comparaison, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi s'accroît en janvier 2013 de 1,4 % pour la catégorie A et de 1,3 % pour la catégorie A, B, C. Ces évolutions auraient été respectivement de + 0,7 % et de + 0,8 % en l'absence de modification des règles.

- les statistiques de demandeurs d'emploi par âge sont désormais établies selon l'âge en fin de mois, et non plus l'âge au 31 décembre. Cette modification n'a pas d'impact sur le nombre total de demandeurs d'emploi, mais modifie la répartition des demandeurs d'emploi par tranche d'âge.

Elles intègrent par ailleurs, comme chaque année, l'actualisation des coefficients de correction des variations saisonnières (CVS).

1- DEMANDEURS D'EMPLOI PAR DEPARTEMENT

S'agissant de la catégorie A, par département, le nombre de demandeurs d'emploi varie en janvier 2013 par rapport à fin décembre 2012 entre - 0,6 % et + 2,2 % : Ardennes (+ 1,3 %), Aube (+ 2,2 %), Marne (+ 0,7 %), Haute-Marne (- 0,6 %).

S'agissant de la catégorie A, B, C par département, le nombre de demandeurs d'emploi varie en janvier 2013 par rapport à fin décembre 2012 entre + 0,9 % et + 2,1 % : Ardennes (+ 2,1 %), Aube (+ 2,1 %), Marne (+ 1,1 %), Haute-Marne (+ 0,9 %).

Demandeurs inscrits en fin de mois à Pôle emploi en Champagne-Ardenne (catégorie A)

<i>Données CVS</i>	<i>Effectifs et %</i>				
	Janvier 2012	Décembre 2012	Janvier 2013	Variation sur un mois	Variation sur un an
Ardennes	14 509	16 095	16 297	+ 1,3	+ 12,3
Aube	14 621	16 463	16 831	+ 2,2	+ 15,1
Marne	24 114	27 544	27 737	+ 0,7	+ 15,0
Haute-Marne	7 353	8 493	8 443	- 0,6	+ 14,8
Ensemble	60 597	68 595	69 308	+ 1,0	+ 14,4

Sources : STMT - Pôle emploi, Dares. Cvs : Direccte

Demandeurs inscrits en fin de mois à Pôle emploi en Champagne-Ardenne (catégorie A, B, C)

<i>Données CVS</i>	<i>Effectifs et %</i>				
	Janvier 2012	Décembre 2012	Janvier 2013	Variation sur un mois	Variation sur un an
Ardennes	21 381	22 846	23 330	+ 2,1	+ 9,1
Aube	22 083	24 294	24 804	+ 2,1	+ 12,3
Marne	38 240	42 527	43 012	+ 1,1	+ 12,5
Haute-Marne	11 580	12 655	12 771	+ 0,9	+ 10,3
Ensemble	93 284	102 322	103 917	+ 1,6	+ 11,4

Sources : STMT - Pôle emploi, Dares. Cvs : Direccte

Avertissement :

Depuis le 1er janvier 2013, les radiations administratives prennent effet à la date de leur notification, et non plus à la date du manquement qui les motive. Ce changement de règle a un impact à la hausse sur le nombre de demandeurs d'emploi inscrits fin janvier 2013.

2.a - DEMANDEURS D'EMPLOI PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE

Catégorie A

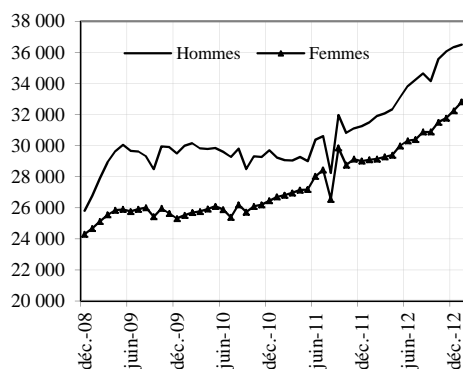
En Champagne-Ardenne, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente en janvier 2013 de 0,4 % pour les hommes (+ 15,8 % sur un an) et augmente de 1,7 % pour les femmes (+ 12,8 % sur un an). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A de moins de 25 ans augmente de 0,6 % en janvier (+ 14,5 % sur un an). Le nombre de ceux âgés de 25 à 49 ans augmente de 1,0 % (+ 12,8 % sur un an) et le nombre de ceux âgés de 50 ans et plus augmente de 1,6 % (+ 19,0 % sur un an).

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi (catégorie A)

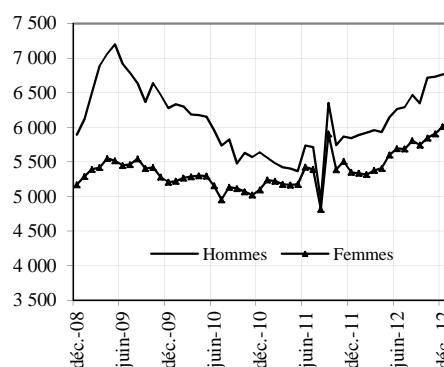
Données CVS	Effectifs et %				
	Janvier 2012	Décembre 2012	Janvier 2013	Variation sur un mois	Variation sur un an
Champagne-Ardenne					
Hommes	31 503	36 340	36 489	+ 0,4	+ 15,8
Femmes	29 094	32 255	32 819	+ 1,7	+ 12,8
Moins de 25 ans	11 223	12 775	12 849	+ 0,6	+ 14,5
Entre 25 et 49 ans	36 821	41 111	41 522	+ 1,0	+ 12,8
50 ans et plus	12 553	14 709	14 937	+ 1,6	+ 19,0
Hommes de moins de 25 ans	5 888	6 764	6 786	+ 0,3	+ 15,3
Hommes de 25 à 49 ans	18 976	21 801	21 873	+ 0,3	+ 15,3
Hommes de 50 ans et plus	6 639	7 775	7 830	+ 0,7	+ 17,9
Femmes de moins de 25 ans	5 335	6 011	6 063	+ 0,9	+ 13,6
Femmes de 25 à 49 ans	17 845	19 310	19 649	+ 1,8	+ 10,1
Femmes de 50 ans et plus	5 914	6 934	7 107	+ 2,5	+ 20,2
Ensemble de la catégorie A	60 597	68 595	69 308	+ 1,0	+ 14,4

Sources : STMT - Pôle emploi, Dares. Cvs : Direccte

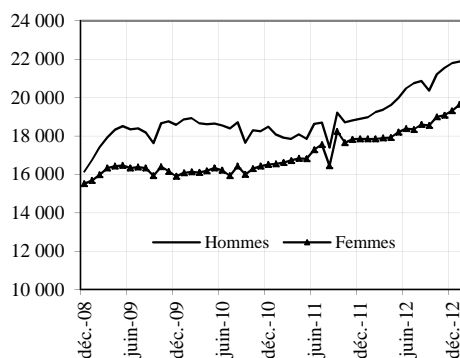
Par sexe (cvs)



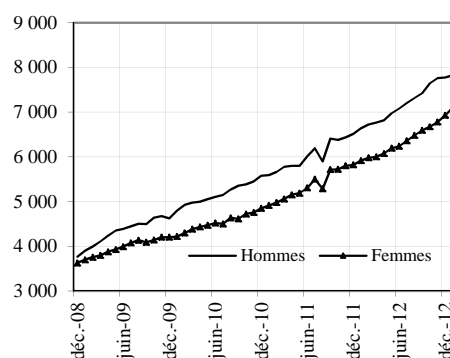
Moins de 25 ans (cvs)



Entre 25 et 49 ans (cvs)



50 ans et plus (cvs)



Avertissements :

- Depuis le 1er janvier 2013, les radiations administratives prennent effet à la date de leur notification, et non plus à la date du manquement qui les motive. Ce changement de règle a un impact à la hausse sur le nombre de demandeurs d'emploi inscrits fin janvier 2013.

- A compter de cette publication, les statistiques de demandeurs d'emploi par âge sont établies selon l'âge en fin de mois, et non plus l'âge au 31 décembre. Cette modification, sans impact sur le nombre total de demandeurs d'emploi, modifie les séries par tranche d'âge.

2.b - DEMANDEURS D'EMPLOI PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE catégorie A, B, C

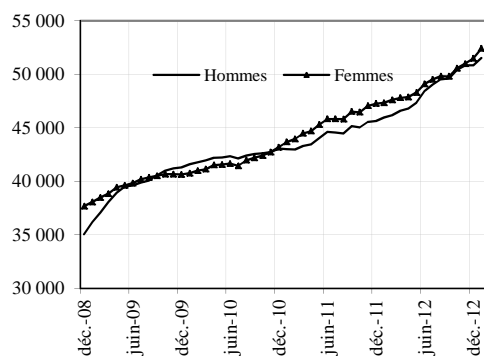
Parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégorie A, B, C, en Champagne-Ardenne le nombre d'hommes augmente de 1,4 % en janvier (+ 12,1 % en un an) et le nombre de femmes augmente de 1,8 % (+ 10,7 % sur un an). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B, C de moins de 25 ans augmente de 1,8 % en janvier (+ 12,9 % sur un an). Le nombre de ceux de 25 à 49 ans augmente de 1,5 % (+ 9,5 % sur un an) et celui des 50 ans et plus augmente de 1,6 % (+ 15,9 % sur un an).

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi (catégorie A, B, C)

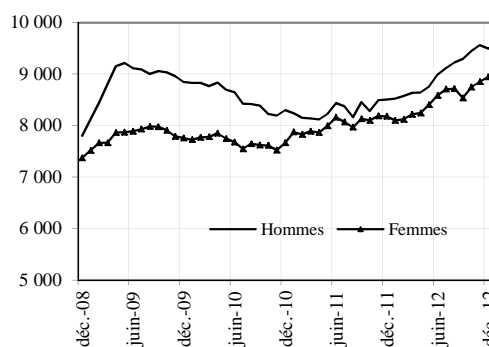
Données CVS	<i>Effectifs et %</i>				
	Janvier 2012	Décembre 2012	Janvier 2013	Variation sur un mois	Variation sur un an
Champagne-Ardenne					
Hommes	45 956	50 825	51 517	+ 1,4	+ 12,1
Femmes	47 328	51 497	52 400	+ 1,8	+ 10,7
Moins de 25 ans	16 622	18 440	18 769	+ 1,8	+ 12,9
Entre 25 et 49 ans	58 264	62 884	63 822	+ 1,5	+ 9,5
50 ans et plus	18 398	20 998	21 326	+ 1,6	+ 15,9
Hommes de moins de 25 ans	8 523	9 493	9 632	+ 1,5	+ 13,0
Hommes de 25 à 49 ans	28 719	31 474	31 921	+ 1,4	+ 11,1
Hommes de 50 ans et plus	8 714	9 858	9 964	+ 1,1	+ 14,3
Femmes de moins de 25 ans	8 099	8 947	9 137	+ 2,1	+ 12,8
Femmes de 25 à 49 ans	29 545	31 410	31 901	+ 1,6	+ 8,0
Femmes de 50 ans et plus	9 684	11 140	11 362	+ 2,0	+ 17,3
Ensemble de la catégorie A, B, C	93 284	102 322	103 917	+ 1,6	+ 11,4

Sources : STMT - Pôle emploi, Dares. Cvs : Direccte

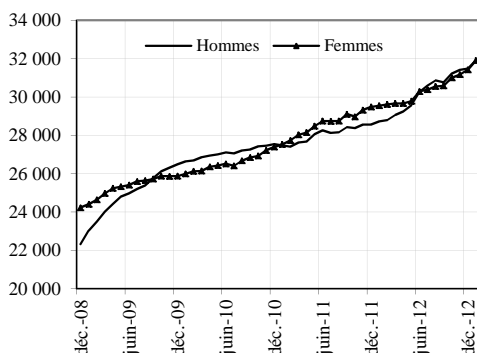
Par sexe (cvs)



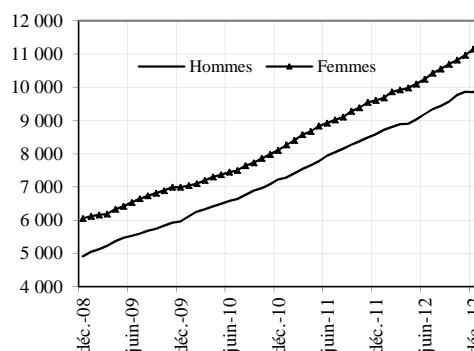
Moins de 25 ans (cvs)



Entre 25 et 49 ans (cvs)



50 ans et plus (cvs)



Avertissements :

- Depuis le 1er janvier 2013, les radiations administratives prennent effet à la date de leur notification, et non plus à la date du manquement qui les motive. Ce changement de règle a un impact à la hausse sur le nombre de demandeurs d'emploi inscrits fin janvier 2013.

- A compter de cette publication, les statistiques de demandeurs d'emploi par âge sont établies selon l'âge en fin de mois, et non plus l'âge au 31 décembre. Cette modification, sans impact sur le nombre total de demandeurs d'emploi, modifie les séries par tranche d'âge.

3 - ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION SUR LES LISTES DES DEMANDEURS D'EMPLOI

En Champagne-Ardenne, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A, B, C depuis un an ou plus augmente de 14,9 % sur un an. Le nombre d'inscrits depuis moins d'un an augmente de 9,1 % sur un an.

Ancienneté d'inscription sur les listes des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi (catégorie A, B, C)

Effectifs et %

<i>Données CVS</i>	Janvier 2012	Décembre 2012	Janvier 2013	Variation sur un mois	Variation sur un an
Champagne-Ardenne					
- Moins de 1 an	56 558	60 874	61 721	+ 1,4	+ 9,1
- 1 an ou plus	36 726	41 448	42 196	+ 1,8	+ 14,9
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus (%)	39,4	40,5	40,6		

Pour mémoire :

France métropolitaine pour les régions métropolitaines et France entière pour les DOM (CVS-CJO)

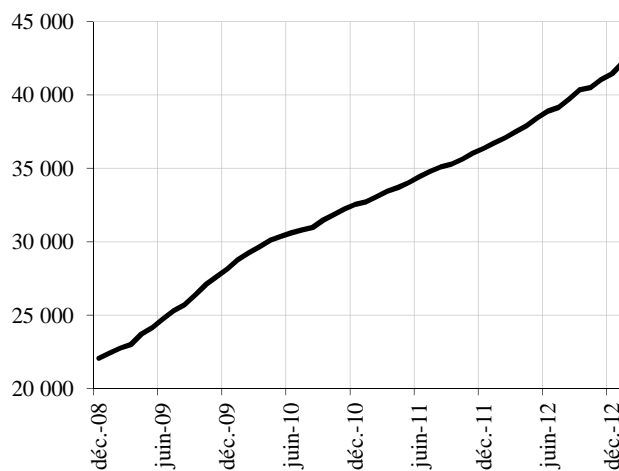
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus (%)	38,1	39,3	39,5
--	------	------	------

Sources : STMT - Pôle emploi, Dares. Cvs : Direccte

Avertissement :

Depuis le 1er janvier 2013, les radiations administratives prennent effet à la date de leur notification, et non plus à la date du manquement qui les motive. Ce changement de règle a un impact à la hausse sur le nombre de demandeurs d'emploi inscrits fin janvier 2013.

Demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus
(données CVS)



4 - FLUX D'ENTRÉES ET DE SORTIES PAR MOTIF

En Champagne-Ardenne, les entrées à Pôle emploi en catégorie A, B, C augmentent au cours des trois derniers mois de 3,5 % par rapport aux trois mois précédents. L'évolution des motifs d'entrée sur la même période est très variable : fins de contrats à durée déterminée (- 3,0 %), fins de mission d'interim (- 19,9 %), licenciements économiques (+ 28,8 %), autres licenciements (+ 8,6 %), démissions (+ 7,7 %), premières entrées (+ 20,7 %), reprises d'activité (+ 6,1 %) et autres motifs (+ 6,2 %).

Parallèlement, les sorties de catégorie A, B, C diminuent en Champagne-Ardenne au cours des trois derniers mois de 2,3 % par rapport aux trois mois précédents. L'évolution des motifs de sorties sur la même période fluctue : reprises d'emploi déclarées (+ 2,8 %), entrées en stage (- 16,7 %), arrêts de recherche (+ 6,6 %), cessation d'inscription pour défaut d'actualisation (+ 1,3 %), radiations administratives (- 20,7 %) et autres cas (+ 7,6 %).

Entrées à Pôle emploi par motif (catégorie A, B, C)

<i>Données CVS</i>	Janvier 2012	Décembre 2012	Janvier 2013	Répartition des motifs en %	Variation trimestrielle sur trois mois glissants (1)	Variation annuelle sur trois mois glissants (2)
Champagne-Ardenne						
Fins de contrat à durée déterminée	2 537	2 510	2 393	23,0	- 3,0	- 5,1
Fins de mission d'interim	678	515	466	4,5	- 19,9	- 25,0
Licenciements économiques (3)	311	302	285	2,7	+ 28,8	- 0,7
Autres licenciements	858	844	841	8,1	+ 8,6	- 0,4
Démissions	359	309	321	3,1	+ 7,7	- 8,3
Premières entrées	535	501	519	5,0	+ 20,7	- 7,0
Reprises d'activité	897	988	944	9,1	+ 6,1	+ 3,6
Autres cas	4 477	4 378	4 654	44,7	+ 6,2	+ 1,6
Ensemble	10 652	10 347	10 423	100,0	+ 3,5	- 2,6
<i>Pour mémoire :</i>						
France métropolitaine (CVS-CJO)	494,7	482,7	482,8		- 1,0	- 3,1

Sources : STMT - Pôle emploi, Dares. Cvs : Directe

Sorties de Pôle emploi par motif (catégorie A, B, C)

<i>Données CVS</i>	Janvier 2012	Décembre 2012	Janvier 2013	Répartition des motifs en %	Variation trimestrielle sur trois mois glissants(1)	Variation annuelle sur trois mois glissants (2)
Champagne-Ardenne						
Reprises d'emploi déclarées	1 862	1 558	1 481	17,1	+ 2,8	- 18,7
Entrées en stage	1 181	911	1 265	14,6	- 16,7	+ 1,4
Arrêts de recherche (maternité, maladie, retraite) :	721	757	700	8,1	+ 6,6	+ 7,3
- dont maladies	459	492	439	5,1	+ 3,4	+ 6,8
Cessations d'inscription pour défaut d'actualisation	3 911	4 004	3 867	44,6	+ 1,3	+ 2,2
Radiations administratives	1 069	778	450	5,2	- 20,7	- 28,6
Autres cas	870	1 018	902	10,4	+ 7,6	- 1,0
Ensemble	9 614	9 026	8 665	100,0	- 2,3	- 5,4
<i>Pour mémoire :</i>						
France métropolitaine (CVS-CJO)	456,0	464,2	417,7		- 0,7	- 2,4

Sources : STMT - Pôle emploi, Dares. Cvs : Directe

- (1) : Evolution sur les trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents
 (2) : Evolution sur les trois derniers mois par rapport aux mêmes trois mois de l'année précédente
 (3) : Y compris fins de conventions de conversion, de PAP anticipés, de CRP et de CTP.

Avertissement :

Depuis le 1er janvier 2013, les radiations administratives prennent effet à la date de leur notification, et non plus à la date du manquement qui les motive. Ce changement de règle a un impact à la baisse sur le nombre de sorties pour radiations administratives et le nombre total de sorties en janvier 2013.

5 - DEMANDEURS D'EMPLOI AYANT UN DROIT PAYABLE AU RSA

En Champagne-Ardenne, au mois de janvier 2013, le nombre de demandeurs inscrits en catégorie A et ayant un droit payable au Revenu de Solidarité Active (RSA) est de 16 144 (soit 21,7 % des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, données brutes).

Au mois de janvier 2013, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B, C et ayant un droit payable au RSA est de 19 326 (soit 18,2 % des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B, C, données brutes).

Les entrées à Pôle emploi en catégorie A, B, C des bénéficiaires ayant un droit payable au RSA sont de 2 284 au mois de janvier 2013 (soit 19,4 % des entrées en catégorie A, B, C, données brutes). Les sorties de Pôle emploi en catégorie A, B, C des bénéficiaires ayant un droit payable au RSA sont de 1 637 (soit 18,4 % de sorties en catégorie A, B, C, données brutes).

Demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Données brutes	Effectifs et %			
	Janvier 2012	Décembre 2012	Janvier 2013	Variation sur un an
Champagne-Ardenne				
Catégorie A	13 526	15 069	16 144	+ 19,4
Catégorie B	1 751	1 937	1 901	+ 8,6
Catégorie C	1 259	1 247	1 281	+ 1,7
catégorie A, B, C	16 536	18 253	19 326	+ 16,9
Catégorie D	709	601	692	- 2,4
Catégorie E	996	987	980	- 1,6
Catégories A, B, C, D, E	18 241	19 841	20 998	+ 15,1
Part dans l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégorie A	20,8	21,4	21,7	
Part dans l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	17,3	17,6	18,2	
<i>Pour mémoire :</i>				
France métropolitaine				
Part dans l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégorie A	17,7	18,0	18,4	
Part dans l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	15,1	15,2	15,7	

Sources : STMT - Pôle emploi, Dares. Cvs : Direccte

Demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA inscrits en fin de mois à Pôle emploi composantes de RSA*

Données brutes	Effectifs et %		
	Janvier 2012	Décembre 2012	Janvier 2013
Champagne-Ardenne			
Demandeurs d'emploi en catégorie A			
RSA socle seul	10 527	11 747	12 715
RSA socle et activité	1 368	1 527	1 599
RSA activité seul	1 631	1 795	1 830
Demandeurs d'emploi en catégorie A, B, C			
RSA socle seul	11 171	12 437	13 363
RSA socle et activité	2 322	2 493	2 590
RSA activité seul	3 043	3 323	3 373

Sources : STMT - Pôle emploi, Dares. Cvs : Direccte

* cf. encadré 1 pour une définition des catégories

Entrées et sorties à Pôle emploi des demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA (catégorie A, B, C)

Données brutes	Effectifs et %		
	Janvier 2012	Décembre 2012	Janvier 2013
Champagne-Ardenne			
Entrées			
Entrées des demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA	2 248	1 747	2 284
Part dans l'ensemble des entrées	18,7	18,1	19,4
Sorties			
Sorties des demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA	1 855	1 675	1 637
Part dans l'ensemble des sorties	18,8	20,5	18,4

Sources : STMT - Pôle emploi, Dares. Cvs : Direccte

Avertissement

Sont repérées ici les personnes ayant un droit payable au RSA i.e. les bénéficiaires (allocataires ou conjoints) d'une allocation au titre du RSA. Le nombre de bénéficiaires n'est pas directement comparable à celui des demandeurs d'emploi qui avaient des droits ouverts au RMI et à l'API avant juin 2009. En effet, ce dernier recouvrait également des personnes dont le droit était suspendu.

Cf. encadré 1 « sources et définitions » pour plus d'informations à ce sujet.

Depuis le 1er janvier 2013, les radiations administratives prennent effet à la date de leur notification, et non plus à la date du manquement qui les motive. Ce changement de règle a un impact à la hausse sur le nombre de demandeurs d'emploi inscrits fin janvier 2013.

6 - OFFRES D'EMPLOI COLLECTÉES PAR PÔLE EMPLOI

Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi diminuent en Champagne-Ardenne, au cours des trois derniers mois de 4,9 % par rapport aux trois mois précédents. L'évolution est variable selon les types d'offres : les offres d'emplois non durables (moins de 6 mois : - 6,3 %) et les offres d'emplois durables (6 mois ou plus : - 2 %).

Offres d'emploi collectées par Pôle emploi

	<i>Effectifs et %</i>				
<i>Données CVS</i>	Janvier 2012	Décembre 2012	Janvier 2013	Variation trimestrielle sur trois mois glissants (1)	Variation annuelle sur trois mois glissants (2)
Champagne-Ardenne					
- Emplois durables (6 mois ou plus)	2 159	1 517	1 765	- 2,0	- 22,2
- Emplois non durables (moins de 6 mois)	4 820	2 990	3 277	- 6,3	- 23,6
Ensemble	6 979	4 507	5 042	- 4,9	- 23,2
Pour mémoire :					
France métropolitaine (CVS-CJO)					
- Emplois durables (6 mois ou plus)	113,9	100,8	94,7	- 4,9	- 16,7
- Emplois non durables (moins de 6 mois)	149,7	136,1	117,0	- 4,4	- 16,0
Ensemble	263,6	236,9	211,7	- 4,6	- 16,3

Sources : STMT - Pôle emploi, Dares. Cvs : Direccte

(1) : Evolution sur les trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents

(2) : Evolution sur les trois derniers mois par rapport aux mêmes trois mois de l'année précédente

Avertissement :

Suite à des incidents techniques en amont de l'élaboration des données, les volumes des offres (collectées et satisfaites) relatifs aux mois de novembre et de décembre 2012, publiés le 25 janvier dernier, étaient provisoires. Les données présentées ci-dessus ont été révisées et sont à présent définitives. Cet incident n'a aucun impact sur les statistiques des demandeurs d'emploi.

Encadré 1 - Sources et définitions

Demands d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Catégories de demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Dans les fichiers administratifs de Pôle emploi, huit catégories de demandeurs d'emploi sont utilisées (catégories 1 à 8). Ces catégories ont été définies par arrêté (arrêté du 5 février 1992 complété par l'arrêté du 5 mai 1995). Jusqu'au mois de février 2009, les publications étaient fondées sur ces catégories. Le tableau suivant présente la correspondance entre les catégories utilisées à des fins de publication statistique à partir de mars 2009 et les catégories administratives auxquelles Pôle emploi a recours dans sa gestion des demandeurs d'emploi :

Catégories statistiques	Catégories administratives
Catégorie A	Catégories 1, 2, 3 hors activité réduite
Catégorie B	Catégories 1, 2, 3 en activité réduite
Catégorie C	Catégories 6, 7, 8
Catégorie D	Catégorie 4
Catégorie E	Catégorie 5
Catégories A, B, C	Catégories 1, 2, 3, 6, 7, 8

La situation réelle au regard de l'emploi des demandeurs d'emploi peut, dans certains cas, ne pas correspondre à la catégorie dans laquelle ils sont enregistrés : si cette correspondance est contrôlée pour les demandeurs d'emploi indemnisés, il n'en est pas de même des demandeurs d'emploi non indemnisés.

Les entrées et les sorties des listes de Pôle emploi sont enregistrées pour l'ensemble A, B, C et non au niveau de chacune des catégories A, B ou C.

Ancienneté sur les listes de Pôle emploi

L'ancienneté d'inscription à la fin du mois m sur les listes d'un demandeur d'emploi inscrit à Pôle emploi mesure le nombre de jours qu'il a passé sur les listes (en catégories A, B, C). Cette notion se rapporte aux effectifs de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B, et C.

Du fait du mode d'enregistrement des entrées et des sorties, il n'est pas possible de calculer l'ancienneté en catégorie A (respectivement B ou C) ou la durée passée sans discontinuité dans la catégorie A (respectivement B ou C).

De manière conventionnelle, un demandeur d'emploi qui est resté inscrit plus de 12 mois sur les listes de Pôle emploi (i.e. son ancienneté sur les listes est supérieure à 1 an) peut être qualifié de demandeur d'emploi de longue durée. S'il est inscrit depuis plus de 24 mois, il est considéré comme étant demandeur d'emploi de très longue durée.

Motifs d'entrée et de sortie des listes de Pôle emploi pour les catégories A, B, C

Les flux d'entrée et de sortie des listes sont présentés suivant différents motifs.

Parmi les motifs d'entrée :

- les premières entrées correspondent aux cas où la demande d'emploi est enregistrée alors que la personne se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive ;

- les autres cas recouvrent des situations ne correspondant à aucune autre ventilation, y compris les entrées pour rupture conventionnelle de CDI.

Parmi les motifs de sortie :

- les arrêts de recherche sont liés à une maladie, un congé de maternité, un accident du travail, un départ en retraite ou une dispense de recherche d'emploi ;

- les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation correspondent aux cas où le demandeur d'emploi n'a pas actualisé sa déclaration de situation mensuelle ;

Encadré 1 - Sources et définitions (suite)

- les radiations administratives peuvent intervenir lorsque le demandeur d'emploi ne répond pas à une convocation, lorsqu'il fait une fausse déclaration ou lorsqu'il refuse une offre d'emploi (le motif d'offre raisonnable d'emploi a été ajouté en octobre 2008), une formation, une visite médicale, un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation, un contrat aidé, une action d'insertion. La suspension qui en découle peut aller de 15 jours à 12 mois suivant la cause ;
- les autres cas recouvrent des situations ne correspondant à aucune autre ventilation.

Les motifs de sortie des listes de Pôle emploi sont mal connus dans les fichiers administratifs. En particulier, dans les statistiques publiées ici, les reprises d'emploi déclarées sous-estiment le nombre de reprises réelles d'emploi. En effet, chaque mois, de nombreux demandeurs d'emploi sortent des listes parce qu'ils n'ont pas actualisé leur situation mensuelle en fin de mois (ils sont alors enregistrés dans le motif « cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ») ou à la suite d'une radiation administrative, par exemple pour non réponse à une convocation. Or, une partie de ces demandeurs d'emploi a en fait retrouvé un emploi. L'enquête trimestrielle Sortants de Pôle emploi et de la Dares fournit une estimation de la part des sorties réelles pour reprise d'emploi.

Les offres d'emploi collectées et satisfaites à Pôle emploi

Pôle emploi collecte des offres d'emploi auprès des entreprises. Une partie d'entre elles sont satisfaites. Les statistiques comptabilisent comme satisfaite une offre pour laquelle l'employeur a trouvé une personne pour occuper le poste proposé, indépendamment de la façon dont il a réussi à le pourvoir (grâce à Pôle emploi ou par un autre moyen). Les offres collectées et satisfaites publiées ici sont classées suivant trois types :

- les offres d'emploi durable, pour des contrats de plus de six mois ;
- les offres d'emploi temporaire, pour des contrats compris entre un et six mois ;
- les offres d'emploi occasionnel, pour des contrats de moins d'un mois.

Les rapprochements entre les offres et les demandes d'emploi doivent être faits avec précaution dans la mesure où une partie des besoins de recrutement des entreprises ne donne pas lieu au dépôt d'une offre auprès de Pôle emploi et ce dans des proportions qui peuvent varier selon la qualification de l'emploi, le secteur d'activité ou la taille de l'entreprise.

Méthodologie de correction des variations saisonnières

La méthodologie adoptée pour corriger les séries publiées ici se décompose en deux étapes détaillées ci-après. Les estimations des coefficients de variations saisonnières sont réalisées sur la période allant de janvier 1996 à décembre 2009. Les coefficients saisonniers sont projetés sur l'ensemble de l'année 2010, de sorte que la campagne de traitement statistique des séries n'a lieu qu'une seule fois par an, au mois de février, quand toutes les données de l'année antérieure sont disponibles.

1^{ère} étape : correction des variations saisonnières

Les séries publiées ici sont marquées par des phénomènes récurrents, de type saisonniers, qui ne reflètent pas des mouvements de nature économique. Il est nécessaire d'en faire abstraction pour analyser les fluctuations purement conjoncturelles de ces séries : il faut raisonner sur des données corrigées des variations saisonnières (cvs).

Celles-ci permettent d'éliminer la composante saisonnière de chaque série pour ne garder que les composantes liées à la tendance (i.e. à l'évolution de long terme de la série), au cycle (i.e. aux fluctuations de court terme) et à certaines irrégularités (fluctuations résiduelles non périodiques). Pour les séries France et France Métropolitaine, la cvs est appliquée aux données préalablement corrigées des jours ouvrables.

2^{ème} étape : mise en cohérence des différentes ventilations

Les séries désaisonnalisées sont mises en cohérence, de sorte que la somme de séries désaisonnalisées soit égale à la série désaisonnalisée de la somme des séries brutes.

Demands d'emploi ayant un droit payable au Revenu de solidarité active (RSA)

Le Revenu de solidarité active (RSA) est entré en vigueur le 1^{er} juin 2009 en France métropolitaine et sera généralisé au plus tard le 1^{er} janvier 2011 en Outre-mer. Il a pour objet « d'assurer à ses bénéficiaires des moyens convenables d'existence, afin de lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires » (loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008). Il remplace le Revenu minimum d'insertion (RMI), l'Allocation de parent isolé (API) ainsi que les mécanismes d'intéressement liés à la reprise d'emploi.

Le RSA est une allocation destinée à porter les ressources du foyer au niveau d'un revenu garanti. Le revenu garanti est calculé pour chaque foyer en faisant la somme :

- d'un montant forfaitaire dont le niveau varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfants à charge et qui correspondait en juin 2009 au montant du RMI ou de l'API pour les parents isolés,
- de 62 % des revenus d'activité des membres du foyer, s'il y en a.

Un bénéficiaire du RSA est tenu « de rechercher un emploi, d'entreprendre les démarches nécessaires à la création de sa propre activité ou d'entreprendre les actions nécessaires à une meilleure insertion sociale ou professionnelle » s'il remplit les conditions suivantes (article L.262-28) :

- les ressources de son foyer sont inférieures à un certain montant forfaitaire, dont le niveau varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfants à charge (460,09 €/mois pour un célibataire sans enfant) ;
- il est sans emploi ou ne tire de l'exercice de son activité professionnelle que des revenus inférieurs à 500 € (décret n°2009-404 du 15 avril 2009).

Pour un bénéficiaire du RSA majoré (i.e. une personne isolée assumant la charge d'un ou de plusieurs enfants ou étant enceinte), il est tenu compte des sujétions particulières auxquelles celui-ci est contraint, notamment en matière de garde d'enfants.

Un bénéficiaire du RSA tenu aux obligations précisées ci-dessus est orienté par le Conseil général :

- de façon prioritaire, lorsqu'il est disponible pour occuper un emploi, soit vers Pôle emploi soit, si le département décide d'y recourir, vers un autre organisme participant au service public de l'emploi (mission locale, PLIE, organisme privé de placement...);
- vers les autorités ou organismes compétents en matière d'insertion sociale lorsque des difficultés (de logement ou de santé notamment) font temporairement obstacle à son engagement dans une démarche de recherche d'emploi.

Encadré 1 - Sources et définitions (fin)

À compter de juin 2010, sont repérés dans le système d'information statistique de Pôle emploi les demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA i.e. les bénéficiaires (allocataires ou conjoints) d'une allocation au titre du RSA. Entre juin 2009 et mai 2010, seuls étaient repérés dans les fichiers de Pôle emploi les demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA i.e. les personnes ayant un droit payable au RSA, les personnes ayant un droit au RSA suspendu pendant 4 mois maximum (soit pour non respect des devoirs qui leur incombent, soit pour dépassement du seuil de ressources) ou celles dont la demande est en cours d'instruction. Parmi ces demandeurs d'emploi repérés comme ayant des droits ouverts au RSA, certains ne percevront pas le RSA. Les données relatives aux demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA ne seront plus publiées à partir de janvier 2011.

Le nombre de demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA (resp. des droits ouverts) n'est pas comparable au nombre de demandeurs d'emploi qui avaient des droits ouverts au RMI ou à l'API avant juin 2009, car celui-ci recouvrait également des personnes dont le droit avait été suspendu (et pas les personnes dont le dossier était en cours d'instruction).

Quatre catégories d'indicateurs relatifs aux demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA sont publiées :

- les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi et ayant un droit payable au RSA. Le droit au RSA de ces demandeurs d'emploi peut résulter du basculement automatique d'un droit au RMI ou à l'API existant en mai 2009, ou d'un nouveau droit après le 1^{er} juin 2009 ;
- les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois ayant un droit payable au RSA selon la catégorie de RSA. Il existe trois catégories de RSA : le RSA socle seul, le RSA socle et activité, le RSA activité seul. Le RSA socle seul bénéficie aux foyers qui n'ont pas de revenu d'activité, il est égal à un montant forfaitaire. Le RSA socle et activité bénéficie aux foyers qui ont de faibles revenus d'activité et dont l'ensemble des ressources est inférieur au montant forfaitaire. Le RSA activité seul bénéficie aux foyers qui ont de faibles revenus d'activité et dont l'ensemble des ressources est supérieur au montant forfaitaire. Cette nouvelle composante élargit le champ des bénéficiaires ;
- les entrées à Pôle emploi de demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA. Certains de ces demandeurs d'emploi avaient un droit payable au RMI et à l'API en mai 2009 mais n'étaient pas inscrits à Pôle emploi à cette date. Les autres se sont ouverts un droit nouveau au RSA après le 1^{er} juin 2009 ;
- les sorties de Pôle emploi de demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA. Parmi eux, certains avaient déjà des droits ouverts au RMI et à l'API en mai 2009 alors que d'autres se sont ouverts un droit nouveau au RSA après le 1^{er} juin 2009.

Le dénombrement des demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA résulte d'un rapprochement entre les fichiers de Pôle emploi d'une part et ceux de la Cnaf et de la CCMSA d'autre part.

La mise en œuvre de la loi portant création du RSA à compter du 1^{er} juin 2009 est susceptible d'accroître sensiblement le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et, parmi ceux-ci, la part de ceux qui bénéficient d'une prestation de solidarité (RMI ou API avant le 1^{er} juin 2009 ; RSA après le 1^{er} juin ainsi que RMI et API à titre transitoire pour certains bénéficiaires). En effet, l'obligation d'orientation vers le service public de l'emploi des bénéficiaires du RSA disponibles pour occuper un emploi devrait conduire une proportion plus importante qu'auparavant de bénéficiaires de prestations de solidarité à s'inscrire à Pôle emploi. Par ailleurs, l'ouverture du RSA à des personnes auparavant non éligibles au RMI ou à l'API (salariés à faibles revenus ne bénéficiant pas ou plus de mesures d'intéressement) pourrait conduire certains demandeurs d'emploi (notamment en activité réduite) à se voir ouvrir des droits nouveaux au RSA.

Encadré 2 - Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi : un concept différent du chômage au sens du BIT

La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle du chômage au sens du BIT : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle Emploi.

Les données relatives aux demandeurs d'emploi sont issues des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. La répartition entre les diverses catégories A, B, ou C s'effectue sur la base de règles juridiques portant notamment sur l'obligation de faire des actes positifs de recherche d'emploi et d'être immédiatement disponible. L'exercice d'une activité réduite est autorisé.

Pour mémoire, un chômeur au sens du BIT est une personne en âge de travailler (c'est-à-dire ayant 15 ans ou plus) qui : 1) n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine de référence, 2) est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et 3) a cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois. Seule une enquête statistique peut vérifier si ces critères sont remplis. En France, il s'agit de l'enquête Emploi de l'Insee.

Alors que le chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi peut être affecté par d'autres facteurs : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi, mise en place du RSA (1^{er} juin 2009)...

L'Insee publie chaque trimestre les indicateurs de référence pour le chômage au sens du BIT à partir des résultats trimestriels de son enquête Emploi pour la France métropolitaine. Les dernières estimations de l'Insee sont disponibles sur son site Internet, à l'adresse suivante : http://www.insee.fr/fr/indicateurs/indic_conj/donnees/doc_idconj_14.pdf.